

LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE : GUERRE HYBRIDE OU NOUVELLE GUERRE FROIDE ?



ANDRÉ DUMOULIN *

La crise russo-ukrainienne en a surpris plus d'un même si la déstabilisation politique à Kiev fut un des déclencheurs. Surprise aussi parce que Moscou a inauguré ce que l'on a appelé la guerre hybride, certes pas nouvelle, mais qui fut engagée de manière intégrée et réfléchie.

Les « réponses politico-militaires » de l'Otan, la posture de l'Union européenne et les missions de surveillance et d'observation de l'OSCE furent en effet plus complexifiées que stimulées par « l'apparition » de tactiques spécifiques à la guerre dite hybride, sur fond de surprise stratégique et de gesticulations militaires autour du glacis russe et des frontières européennes ; les discours politiques jouant autant de la persuasion, de la dissuasion et de la propagande historico-nationaliste¹ et patriotique sur fond de positions anti-occidentales reposaient en partie aussi sur une philosophie associant renaissance religieuse et morale².

* PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE, ATTACHÉ À L'IRSD (LIÈGE). N'engage pas les institutions de référence.

¹ Vladimir Tchernega, « Pourquoi l'Occident n'arrive pas à faire face à la propagande du Kremlin en Russie », dans *Revue Défense nationale*, Paris, mai 2016 ; Julien Nocetti, « Guerre de l'information : le Web russe dans le conflit en Ukraine », *Focus stratégique*, n° 62, IFRI, Paris, septembre 2015.

² Entretien avec Michel Eltchaninoff, « La doctrine Poutine », <www.laviedesidees.fr>, 3 mars 2015.

Le discours russe semblait souffler le chaud et le froid. En juin 2014, le président russe affirmait qu'il ne s'attendait pas à une nouvelle guerre froide et que ce n'était dans l'intérêt de personne³ ; tandis que le conseiller du Kremlin, Iouri Ouchakov, indiquait que la Russie était opposée « par principe » à toute nouvelle course aux armements (AFP, 17 juin 2014). Dans le même temps, Moscou rejetait sur les Occidentaux la responsabilité des violences et de l'instabilité politique qui ébranlait l'Ukraine, tout en disant espérer que l'Europe et les États-Unis soient prêts au compromis. Le président russe expliqua que la Russie devait se défendre avec ses forces armées et sa force de frappe si elle était menacée car « l'Otan arrive à ses frontières ».

76

« Préoccupée de ce que l'Otan mette en œuvre les décisions prises au sommet du pays de Galles sur la protection du flanc est de l'Alliance contre la menace supposée venir de l'est », Moscou estima que cette nouvelle posture exigera « naturellement des changements dans la planification militaire pour protéger effectivement les intérêts légitimes de sécurité de la Russie »⁴. Et un sondage réalisé dans toute la Russie en janvier 2015 indiquait un fort ressentiment anti-occidental et que nombre de Russes accuseraient les États-Unis d'avoir provoqué la crise en Ukraine et de se mêler des affaires intérieures de ce pays slave voisin de la Russie. Pour le ministre russe de la Défense, « les pays de l'Otan cherchent à rafler de l'espace géopolitique, à renforcer le potentiel militaire de l'Europe de l'Est et à se rapprocher de la Russie »⁵.

Nous étions bel et bien dans une posture russe mêlant le rappel des vexations anciennes autour de la fin de l'URSS, l'obsession de maintenir un glacis protecteur (étranger proche) en organisant la protection des minorités russophones (Géorgie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Asie centrale) en prenant toujours en compte l'absence de barrières naturelles (réurrence historique), la nécessité de garantir l'accès aux mers chaudes (et donc aussi vers la Syrie), la volonté de retrouver sa place face à la première puissance qui reste américaine et dont le budget de la défense est dix fois supérieur à celui de la

³ Dépêche Thomson Reuters 2014, <www.lejournal-aviation.com>, 24 mai 2014.

⁴ Alexandre Grouchko, ambassadeur de Russie auprès de l'Alliance atlantique, agences Tass-Belga, 6 février 2015.

⁵ Discours du ministre russe de la Défense, Sergueï Choïgou, agence AFP-Belga, 16 avril 2015.

Russie d'aujourd'hui estimé à 80 milliards de dollars, soit environ l'addition des budgets de la défense français et britannique.

Au-delà de ces discours qui flirtèrent avec la ligne rouge, les États-Unis, l'Otan et ses alliés auraient vécu une surprise stratégique avec l'annexion de la Crimée. Cette affirmation est difficile à confirmer⁶ dès l'instant où les systèmes de détection stratégique et satellitaire occidentaux étaient opérationnels ; nonobstant le fait que la Russie a organisé l'annexion en coordonnant des engagements hybrides⁷ – terme à la mode –, en donnant visibilité aux forces paramilitaires et autres milices à l'origine incertaine, aboutissant ici à ce que l'opération se termine pratiquement sans aucune victime ; à la différence de la situation dans le Donbass.

Guerre hybride

Les Russes ont fait jouer le principe d'incertitude à propos de la Crimée. Il s'agissait d'épaissir en quelque sorte « le brouillard protecteur »⁸, de maintenir secrètes les intentions de ce que l'on allait faire et ne pas faire, d'engager des stratagèmes et des manipulations, de désinformer, de développer l'expectative adverse, de coordonner des manœuvres d'intimidation et de pression, tout en organisant de grandes manœuvres militaires dans le centre et dans l'ouest de la Russie au mois de février 2014 (largement médiatisées) afin de dissuader toute hypothétique velléité d'intervention occidentale. Bref, faire le contraire de ce que l'on affirme et inversement.

Reste que l'Otan, si elle fut « surprise », s'est par la suite « adaptée » et a réagi dans les limites correspondant à une lecture géopolitique qui se devait d'être hors article 5 : l'Ukraine n'étant pas membre de l'Alliance atlantique. Cependant, la notion de communauté de sécurité revint au-devant de la scène. Il est à relever

⁶ Relevons qu'Hiroshima, la mise en orbite du *Sputnik*, la chute du Mur, la fin de l'URSS, la naissance de Daesh et le 11 septembre 2001, les printemps arabes, la crise des *subprimés* de 2007-2008 furent considérés comme des « surprises stratégiques », nonobstant le fait que ces exemples sont peu comparables et ne jouent pas toujours dans le champ militaire.

⁷ Le terme « hybride » est né de la plume de deux officiers du corps des marines pour qualifier la situation américaine en Irak en 2005. (Elie Tenenbaum, « Guerre hybride : concept stratégique ou confusion sémantique ? », dans *Revue Défense nationale*, Paris, mars 2016). La définition changea par la suite vers l'idée d'une stratégie intégrale, hors du cadre habituel de la stratégie militaire.

⁸ Vincent Desportes, *Décider dans l'incertitude*, Economica, Paris, 2007-2011, p. 195.

que l'exercice CMX 2015 engagé du 9 au 16 mars 2016 (*Crisis Management Exercise*) sans déploiement de troupes mit l'accent sur la défense collective en intégrant un scénario d'agression de type hybride⁹. En outre, il fut aussi question de redonner à la dissuasion nucléaire une place centrale au sein de la stratégie otanienne ; Varsovie allant jusqu'à souhaiter une décision américaine sur le transfert d'armes nucléaires B-61 en Pologne. Reste que l'Ukraine n'étant pas membre de l'Otan, il ne fut à aucun moment question de « mourir pour Kiev, Sébastopol ou pour Donetsk », l'aide occidentale à l'Ukraine fut organisée de manière mesurée et le choix de la coopération militaire savamment dosé : aide au contrôle par les civils de l'armée, livraisons d'armes très sélectives (non létales...), lutte contre les explosifs improvisés, exercice international « Rapid Trident » (juin 2016) et aide à la formation (ex : formation armée ukrainienne par les forces spéciales américaines depuis la Pologne).

Cette guerre hybride, cette « guerre hors limites », s'est caractérisée par l'emploi de techniques variées et non orthodoxes :
 – association de *Spetsnaz* du GRU pour la reconnaissance et l'action secrète ;

- campagnes d'informations, de propagande et d'influence ;
- sanctions économiques vers l'Ouest et l'Ukraine ;
- « aide humanitaire » près des frontières « poreuses » dissimulant de l'aide militaire ;
- cyberattaques¹⁰ ;
- autres moyens détournés¹¹ comme les « volontaires spontanés » professionnels, les « forces d'auto-défense », les forces spéciales encagoulées, l'emploi de milices locales, la dissimulation ou non des plaques minéralogiques et l'évacuation discrète des morts russes¹².

⁹ L'Union européenne fut impliquée comme « observatrice » et deux pays partenaires de l'Otan furent impliqués : la Finlande et la Suède. Relevons que ces deux pays signèrent par la suite un accord avec l'Otan pour accepter que leur territoire national soit survolé ou traversé par ses forces en cas de crise dans le Nord.

¹⁰ La Russie aurait mis en œuvre une succession d'actions de brouillage électromagnétique, de sabotage de lignes de communication et de cyberattaques afin d'isoler la Crimée du gouvernement de Kiev (Jean-Charles Coste, « De la guerre hybride à l'hybridité cyberélectronique », dans *Revue Défense nationale*, Paris, mars 2016).

¹¹ Jim Dorschner, « Hybrid war in the near abroad », in *Jane's Defence Weekly*, 11 March 2015, p. 25.

¹² « Russie : les pertes militaires en temps de paix désormais secret d'État », dépêche AFP, 28 mai 2015. Cf. aussi les plaintes du Comité des mères de soldats russes (*Le Soir*, 3 septembre 2014, p. 12 ; dépêche AFP, 2 février 2015).

Dans le Donbass, la guerre hybride fut soutenue par l'emploi de l'artillerie et des lance-roquettes multiples, mais aussi par l'intervention de miliciens russes parachutistes, de spécialistes logisticiens, du corps médical et de l'intelligence, tout en livrant aux insurgés ukrainiens un certain nombre de moyens de combat (missiles sol-air *Pantsyr-S1*, missiles sol-sol *Tochka* [SS-21], lance-roquettes multiples *Grad* et *TOS-1* thermobarique, artillerie lourde, chars d'assaut, véhicules blindés, etc.).

Bref, des modes d'action classiques et non conventionnels soutenus par des forces régulières dans un grand « fourre-tout » déstabilisant et moins prévisible.

Il y a bien combinaison d'une stratégie de guerre régulière et irrégulière, toutes deux déjà utilisées depuis bien longtemps dans l'histoire de conflits, même si dans l'exemple ukrainien, la stratégie russe organisa les deux stratégies de manière plus intégrée¹³. L'idée de l'hybridation est de rester « sous le seuil » et de ne pas aboutir à l'affrontement direct clausewitzien, ni à une guerre totale conventionnelle. Il s'agit d'organiser une stratégie d'influence sur les faiblesses institutionnelles, culturelles ou conceptuelles de l'adversaire (Mayr-Knoch et autres) sans qu'il puisse répliquer rapidement, d'imposer « le fait accompli » et de lui faire déposer les armes. Influencer sur les lignes de faille d'une société pour tenter de la « paralyser ».

Du point de vue opérationnel, la Russie s'engagea également dans une gesticulation militaire destinée à marquer sa puissance face à l'Alliance atlantique et à organiser un déni d'accès visant à interdire l'accès à une zone ou le mouvement à l'intérieur de celle-ci. Si par le passé, l'Otan, dans sa planification, ait estimé pouvoir pénétrer relativement facilement dans le territoire russe, le déni d'accès (systèmes sol-air, guerre électronique, défense littorale, missiles antinavires) tend à rendre plus complexe la stratégie occidentale, même si le déni d'accès, tout comme la guerre hybride, peut avoir aussi des accents anciens.

Quelle guerre froide ?

Reste que la géopolitique de la guerre froide reposait sur des oppositions idéologiques profondes (capitalisme versus

¹³ Jan Joel Andersson, *Hybrid operations : lessons from the past*, Brief 33, ISSUE, Paris, 2015.

communisme) avec la sanctuarisation des blocs d'alliance et des guerres majeures, de guérilla ou de contre-insurrection ailleurs, faisant des centaines de milliers de morts (Vietnam, Afrique australe, Amérique latine). Nous ne sommes plus face à ce cas de figure : la Russie repose sur une économie de marché et une rente économique et elle flirte maintenant avec la Turquie, membre de l'Otan, tandis que Washington fait de la pénétration à Cuba. La Russie et l'Otan sont également face à des menaces communes : le terrorisme et le djihadisme sur fond de réalpolitique et les arsenaux nucléaires engagent encore une dissuasion nucléaire réciproque, le désarmement nucléaire n'étant plus d'actualité. La Russie sait jusqu'où elle peut aller ou ne peut pas aller et elle est intervenue dans les pays (Géorgie, Ukraine) qui n'ont pas été intégrés dans le préplan d'adhésion à l'Otan. La défense territoriale de l'Otan n'y était pas engagée. Les canaux communicationnels entre Washington, l'Otan et Moscou n'ont jamais été coupés, seule la coopération militaire a cessé d'être. En octobre 2016, l'Otan cherchait à organiser une troisième réunion du conseil OTAN-Russie (né en 1997).

80

Les décisions de réassurance engagées par les États-Unis et l'Otan au profit des inquiétudes des pays de l'Est européens autant que les gesticulations militaires russes le furent de manière souple, symbolique et mesurée. En rien comparable à l'époque de la guerre froide avec ses milliers de charges nucléaires tactiques et les nombreux manœuvres et exercices de chaque côté du rideau de fer et dans les océans de bordure.

Reste que les mesures furent particulièrement visibles, faisant jouer propagande, effets d'annonce et désinformation, autant que l'annonce de décisions déjà prises avant la crise russo-ukrainienne.

Décisions russes

Organisation de 18 manœuvres militaires de grande envergure.
Intrusion et provocation dans les espaces aériens et aéromaritimes internationaux mais frontaliers (Nord, Baltique, océan Atlantique, Manche) afin de faire décoller les intercepteurs de l'Otan (épuiement plus rapide de leurs capacités, calendrier de maintenances plus rapprochées des appareils).
Détection des signaux électroniques des radars alliés par des vols militaires.
Intrusion temporaire dans les eaux territoriales.

LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE

Approche périlleuse d'avions civils (Danemark, Suède).
Traversées de couloirs aériens et corridors (mer du Nord, Channel).
Annnonce d'un possible déploiement d'armes nucléaires (Crimée).
Déploiement d'un missile à double capacité SNF <i>Iskander</i> (Kaliningrad).
Annnonce de la mise en service de 15 nouveaux navires (mer Noire) et début de construction d'une corvette de la classe <i>Karakurt</i> dans les docks de Feodosiya (Crimée).
Annnonce du renforcement du budget de la défense (700 milliards de dollars) d'ici 2020, principalement pour le développement de forces expéditionnaires.
Annnonce de l'activation de 3 nouveaux radars d'alerte avancée du type <i>Voronezh</i> à Yeniseysk, Barnaul et Orsk pour fin 2016 (portée : 3 000 km, 180°).
Révélations autour d'une future torpille nucléaire.
Objectif de passage de 850 000 militaires professionnels à 1 million le plus rapidement possible.
Augmentation du nombre de jours/an des patrouilles des sous-marins nucléaires lance-missiles stratégiques (SSBN).
Annnonce de l'intégration du missile antinavires <i>Kalibr 3M-54</i> (SS-N-27A <i>Sizzler</i>) dans le cadre du programme de modernisation des SNA de la classe <i>Akula</i> .
Annnonce de l'ajout de 40 nouveaux missiles intercontinentaux sol-sol dans l'arsenal nucléaire russe « pouvant déjouer tous les systèmes de défense antimissiles » ¹ .
Édition en juin 2015 d'un « Plan de développement intégré de la Russie pour la route maritime du Nord 2015-2030 » ² et pré-sentation en juillet 2015 de la mise à jour de la doctrine navale datant de 2001 appelée « doctrine maritime », incluant l'objectif de développement des infrastructures de la flotte de la mer Noire en Crimée, développement de la flotte du nord (avec la création d'un commandement stratégique de l'Arctique le 1 ^{er} décembre 2014) et enfin attention portée à une présence plus forte dans l'Atlantique nord et en Méditerranée.
Augmentation du budget de la défense.

81

¹ Il est à relever que ces nouveaux missiles permettront d'en retirer 72, trop vétustes ! (Igor Sutyagin, Rusi, AFP, 19 juin 2015).

² Nikolai Novichkov, « Russian naval doctrine looks to the future », in *Jane's Defence Weekly*, 19 August 2015, p. 24-25.

ANDRÉ DUMOULIN

Annnonce du lancement d'un nouveau programme de bombardier stratégique furtif PAK-DA.
Mise en état d'alerte maximale des divisions aéroportées basées à Pskov en mars 2015, près de la frontière avec la Lettonie et l'Estonie.
Annnonce du déploiement en 2016 de bombardiers stratégiques <i>Tupolev 22-M3</i> en Crimée.
Précisions données par Vladimir Poutine le 15 mars 2015 du projet de mise en alerte de ses forces nucléaires en mars 2014 en cas d'intervention militaire occidentale en Crimée.
Décision de ne pas poursuivre les pourparlers avec Washington sur la réduction des arsenaux nucléaires (2016) et suspension de l'accord avec Washington sur le recyclage du plutonium militaire (via le MOX).
Simulation d'attaques nucléaires air-sol au large de la Suède (mars 2013 avec 2 <i>TU-22M3</i>) et au large de l'Alaska et du Canada (septembre 2014 avec 2 <i>TU-95</i>).
– Restructuration de la 20 ^e force armée combinée russe dans le district Ouest (2015) recevant plus de 1 100 pièces d'équipements militaires neufs ou modernisés (<i>Su-35 Flanker E</i> , obusiers automoteurs <i>Koalitsiya-SV</i> et <i>Msta-SM</i> et systèmes anti-aériens <i>S-400</i> (déclaration du général Kartapolov). – Annonce de création de trois nouvelles divisions militaires (ouest et sud de la Russie) afin « de contrecarrer le renforcement des forces de l'Otan » (Sergueï Choïgou, ministre russe de la Défense, 4 mai 2016).
Négociation pour le déploiement d'une base aérienne russe (chasseur <i>SU-27</i>) en Belarus (2015).
Interception d'un <i>RC-135</i> américain dans l'espace aérien international par un chasseur <i>Su-27</i> russe et les survols en configuration d'attaque simulée à très basse altitude de <i>Su-24</i> visant le destroyer américain <i>USS Donald Cook</i> antimissiles en mer Baltique en avril 2016.

82

Source : François Géré, « De la guerre asymétrique aux affrontements hybrides », dans *Revue Défense nationale*, Paris, octobre 2015 ; Jérôme Pellistrandi, « Équipements militaires, chronique d'un trimestre (mars 2016), *Tribune* n° 758, *Revue Défense nationale*, Paris, mars 2016 ; Julian Lindley-French, « Russian Spring? », blog, 12 décembre 2014 ; *IHS Jane's Defence Weekly*, 1 October, 10 December 2014, 18 March, 18 November, 19 et 26 August 2015, 20 January, 10 February, 30 March, 20 April, 11 May 2016 ; www.sputniknews.com, 20 et 24 avril, 1^{er} juin 2015, 16 février 2016 ; *Le Soir*, 17 mars, 5 juin 2015 ; *Le Monde*, 20 juin 2015 ; Dépêches de l'AFP, 26 juillet 2015 et 3 octobre 2016 ; Dépêches TASS-Belga, 5 mars 2015 ; Dépêche TASS-AFP, 25 mars 2016 ; Dépêche Belga, 8 mars 2016 ; *Les repères de la RDN*, n° 1, Paris, 2015 ; *Le Figaro*, 17 mars 2015 ; www.mertmarine.com, 28 avril 2014 ; www.bruxelles2.eu, 27 février, 3 et 15 avril, 30 octobre 2014 ; Hugues Eudeline, « Stratégie maritime : évolutions et nouveaux acteurs », dans *Revue Défense nationale*, Paris, avril 2016 ; *Mer et Marine*, 15 avril 2016 ; Pierre Rialland, « La Russie développe le concept de "puissance navale continentale" », dans *Revue Défense nationale*, mai 2016.

Décisions OTAN et américaines

Annonce officielle ou programme global	Objectif	Décisions prises ou à affiner/négocier entre alliés/à organiser
<p>Sommet Otan du pays de Galles (2014): plan d'action « réactivité » (§ 5 à 12)</p>	<p>« Garantir que l'Otan reste une Alliance forte, préparée, robuste et réactive, capable de faire face aux défis actuels et futurs, d'où qu'ils puissent venir ». (2015-2016)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réactivation de la force de réaction de l'Otan (<i>Nato Response Force/NRF</i>) et création, en son sein, d'une force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (<i>Very Readiness Joint Task Force/VJTF</i>) de 4.000 à 5.000 hommes (brigade). QG en Pologne (opérationnalité annoncée en juillet 2016): réactivité: 48 h à 72 h. Pays concernés en 2015 pour une VJTF intérimaire: Allemagne, Norvège et Pays-Bas (commandement assuré à tour de rôle: Fr, It, Pol, SP, UK). • Installation de 8 micro-QG (<i>Nato Forces Integration Units/NFIU</i>) dans autant de pays d'Europe de l'Est (Bul, Esto, Let, Li, Pol, Rou) pour préparer l'arrivée d'éventuels renforts (dont la VJTF). • Déploiement par rotation tous les 6 à 9 mois, de 4 bataillons dans les pays baltes et en Pologne (2017) avec nation-cadre (USA, All., UK, Canada).
<p>Sommets Otan de Chicago et de Newport sur l'<i>European Phased Adaptive Approach</i> (EPAA)</p>	<p>Défense anti-missile du territoire Otan¹</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Déploiement anti-missile <i>Aegis Ashore SM-3 Block IB</i> (terrestre) à Deveselu (Roumanie) avec 3 batteries de 24 missiles (activation: 12 mai 2016). Début de construction du site anti-missile <i>Aegis Ashore SM-3 Block IIA</i> (terrestre) à Redzikowo (Pologne) (IOC: 2018). Quatre destroyers <i>Aegis</i> à capacité antimissiles (Rota, Espagne) depuis 2012. Coordination avec un radar <i>AN/TPY-2</i> en Turquie et un centre de commandement et de contrôle à Ramstein NB: Projets antimissiles antérieurs (9/2009) à la crise russo-ukrainienne.

¹ Les difficultés entre alliés portent sur le financement et sur le contrôle européen des systèmes de commandement et contrôle.

<p>Sommet Otan de Newport et réunion du groupe des plans nucléaires (2015)</p>	<p>Complémentarité confirmée entre défense antimissile (DAMB) et dissuasion nucléaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la prise en compte des armes nucléaires dans les scénarios d'exercices militaires de l'Otan. • Modernisation des bombes nucléaires via la nouvelle bombe B-61 modèle 12 (tir à distance de sécurité).
<p>Plan d'action pour la préparation (<i>Readiness Action Plan/RAP</i>), Conseil de l'Atlantique nord (juin 2014) et Déclaration des ministres de la défense des pays de l'Otan sur le plan d'action réactivité (février 2015)</p>	<p>Renforcement de la défense collective (2015-2016)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Intensification des vols AWACS depuis la Roumanie et la Pologne. • Déploiement de 5 navires de l'Otan au port de Klaipeda en Lituanie (avril 2014). • Augmentation des patrouilles maritimes et aériennes (mer Baltique, mer Noire, Méditerranée). • Passage de 13000 à 30000 personnels des effectifs de la NRF (soit 3 brigades terrestres et éléments aériens, navals et forces spéciales) : • Renforcement de la police du ciel (États baltes et Pologne). • Augmentation de la cadence d'exercices sur la base de nouveaux scénarios (Exercice <i>Steadfast Javelin II</i> (10 alliés) dans 5 États membres de l'Otan en zone centrale et Est; <i>Baltic Operations Baltops 2014</i> (navires, B-52); <i>Baltic Regional Training Event</i>; <i>Sea Breeze 2014 et 2015</i> en mer Noire; <i>Unified Vision 2014</i> (ISR); <i>Combined Resolve II</i>; exercice CMX 2015; <i>Atlantic Resolve</i> (A-10 et F-15C US); Exercice <i>Saber Strike 2015</i>; <i>Arctic Challenge Exercise 2015</i>; <i>Noble Jump 1 et 2 2015</i> de la VJTF intermédiaire; <i>Trident Juncture 2015</i>; <i>Active trip 2015</i>; <i>Brilliant Jump 2016</i>, <i>Frisian Flag 2015 et 2016</i>, <i>Joint Warrior 161</i>, <i>Dragoon Ride 2015</i>, <i>Anaconda 2016</i>, grand exercice planifié à « haute visibilité » dans le nord de l'Europe prévu en 2018. • Centre permanent de commandement et de contrôle de l'Otan pour le suivi des mesures de réassurance chez les alliés orientaux et de coordonner le renforcement du flanc est par les forces alliées (Szczecin, Pologne et en Roumanie). • Renforcement de la collecte de renseignements et de l'analyse stratégique (pour capacité de pré-déploiement préventive). • Accélération du processus de prise de décision politico-militaire en donnant davantage d'autorité au commandant suprême des forces alliées en Europe pour mettre les troupes en alerte et les préparer à un déploiement dans l'attente d'une décision politique finale. • Travailler doctrinalement sur le concept de « guerre hybride ».

<p>Déclaration commune de la commission Otan-Ukraine (6 septembre 2014)</p>	<p>Aide Otan à l'Ukraine</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes de développement capacitaire et de constitution de capacités soutenables destinés à l'Ukraine (réorganiser, moderniser et entraîner une armée affaiblie). • Opérationnalité de 6 fonds d'affectation spéciale et projets relatifs au commandement, au contrôle, à la communication et à l'informatique, à la logistique et à la normalisation, à la cyberdéfense, à la transition de carrière pour le personnel militaire, la réadaptation médicale, la gestion du trafic aérien civil, le déminage, la lutte contre les engins explosifs improvisés. • Fourniture par de nombreux alliés (en bilatéral) de matériel non létal à ses forces armées, ainsi qu'une aide pour soigner les militaires ukrainiens blessés et mener des activités de déminage à but humanitaire. • Renforcement de la présence consultative dans les bureaux de l'Otan à Kiev.
<p>Réunion des ministres de la défense de l'Otan (février 2015)</p>	<p>Aide à la Géorgie et préparation à l'adhésion</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un centre d'entraînement conjoint entre la Géorgie et l'Otan (Vaziani) et tenue d'exercices conjoints sur le territoire géorgien. • Exercices conjoints avec les garde-côtes.
<p>Sommet de Galle (septembre 2014)</p>	<p>Aide à la Moldavie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ouverture d'un bureau Otan en vue de moderniser son armée.

Sources: *Financial Times*, 1^{er} mars 2014; Commission des forces armées du Sénat, Paris, 22 janvier 2013 et 2 juillet 2014; *EUObserver*, 19 août 2014; *Défense et stratégie* n° 36, automne 2014; *The Guardian*, 22 juin 2014; *Der Spiegel*, 25 août 2014; Agence Belga, 5 février, 6 et 11 mai, 17, 18 et 25 juin, 1 et 15 juillet, 4 et 18 août, 9 septembre, 19 octobre 2015; 10 février 2016; Agence Reuters, 6 July 2015; Agence AFP, 7 et 30 avril, 21, 24 et 27 juin, 12, 18 et 20 août, 1^{er} septembre 2015, 12 février, 18 janvier, 1^{er} mars 2016; www.nato.int, 24 June, 3 September 2015; www.theatrum-belli.org, 7 novembre 2015; www.euronews.com, 6 novembre 2015; *Jane's International Defence Review*, December 2013, March, July et October 2014; *Jane's Defence Weekly*, 12 et 19 March, 4 et 11 June, 9 July, 17 et 24 September, 10 December 2014; 18 February, 11 March, 8 et 15 et 29 April, 20 May, 8 July, 12 et 19 August, 16 September, 14 October, 4 November 2015; 6 January, 3 February, 18 et 25 May 2016; *The Bulletin of the Atomic Scientists*, 26 November 2013; *Sécurité et stratégie* n° 114, IRSD, février 2013; Center for European Policy Analysis, 5 September, 2013; www.bruxelles2.eu, 8 septembre 2013, 7 et 22 mars, 30 avril, 22 mai et 8 septembre 2014; www.sputniknews.com, 27 janvier et 23 juin 2015; Déclarations OTAN de la commission OTAN-Ukraine, 16 mai 2015; Déclarations finales des sommets OTAN de Chicago, Lisbonne et Newport; Déclaration des ministres de la Défense des pays de l'Otan, 7 février et 25 juin 2015; *Le Monde*, 2 avril et 5 septembre 2014; www.diploweb.com, 13 septembre 2014; *Europe diplomatique & défense*, 24 avril, 24 juillet, 3 juin et 6 septembre 2014, 10 novembre 2015; 5, 13 et 19 avril 2016; *Le Soir*, 2 et 3 décembre 2014, 7 mars et 13 mai 2015, 2 et 18 mai 2016; www.meretmarine.com, 19 juin 2014; *Le Figaro*, 11 avril et 29 octobre 2014, 10 février 2016; *Nato news*, 12 May 2016; *DSJ*, mars-avril 2016.

C'est le 3 juin 2014, lors d'une visite à Varsovie, que le président Obama annonça une nouvelle initiative destinée à renforcer la sécurité-défense européenne dans le cadre de l'Otan. Cette *European Reassurance Initiative* (ERI) mit en avant également la pertinence de l'article 5 comme piqûre de rappel aux Russes autant qu'aux alliés à apaiser. Il s'agissait principalement de rendre visibles rotations de forces et exercices de haute réactivité. Des mesures concrètes furent prises dont :

- L'affectation de 739 millions de dollars (années fiscales 2015 et 2016) pour la réassurance, dont les principaux postes sont répartis comme suit :

325 millions d'euros	<ul style="list-style-type: none"> – Augmentation de la présence militaire américaine en Europe dont : <ul style="list-style-type: none"> – Rotation d'éléments d'une brigade blindée de combat ; – Soutien accru à la mission de police de l'air de l'Otan dans les pays baltes à partir de ces trois pays ou de la Pologne¹⁴ ; – Déploiement naval élargi dans les pays baltes ; – Présence renforcée de l'USAF (par retard dans le redéploiement de <i>F-15C</i> basés à Lakenheath au Royaume-Uni ou par augmentation de rotations de l'armée de l'air américaine).
185 millions d'euros	<ul style="list-style-type: none"> – Renforcement de l'infrastructure en Europe centrale et orientale afin d'y améliorer les capacités de déploiement de forces en cas de crise.
92 millions d'euros	<ul style="list-style-type: none"> – Prépositionnement d'équipements américains (250 pièces d'armement lourd, dont des chars d'assaut et autres blindés pour équiper une brigade de combat (5 000 personnels) à déployer dans les pays baltes, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie¹⁵. Dès février 2017, les États-Unis disposeront d'une brigade blindée déployée en permanence, par rotation, en Europe de l'Est.

¹⁴ Relevons que plusieurs chasseurs furtifs F-22 « Raptor » intercepteurs furent stationnés temporairement à la base de Lask (Pologne) dès le 31 août 2015. En avril 2016, quatre F-22 furent déployés au Royaume-Uni pour des entraînements aériens entre alliés ailleurs en Europe durant le mois de mai.

¹⁵ Certains de ces prépositionnements furent décidés avant la crise russo-ukrainienne.

LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE

92 millions d'euros [suite]	<ul style="list-style-type: none"> – Prépositionnement de matériel lourd en Belgique (Zutendaal), Allemagne (Grafenwoehr) et aux Pays-Bas (Eygelshoven) pour équiper une division blindée complète (15 000 à 20 000 hommes). – Reconstitution des infrastructures spécifiques américaines de la base de Keflavik (Islande) pour le stationnement de P-8A <i>Poséidon</i> pour un meilleur contrôle des mouvements de la flotte du nord russe.
55 millions d'euros	Organisation d'exercices bilatéraux et multilatéraux élargis et des programmes de formation destinés aux alliés et aux pays partenaires (Géorgie, Moldavie et Ukraine) ¹⁶ .
25 millions d'euros	Développement des capacités de défense des 3 pays partenaires de la région.

- L'organisation d'exercices multinationaux en utilisant d'abord des forces américaines prépositionnées (ex : 173^e brigade aéroportée de Vicenza vers la Pologne et les États baltes en avril 2014).
- Déploiement d'équipes de planificateurs chargés de travailler à des exercices en commun et servir d'état-major avancés.
- Développement de partenariats bilatéraux dans le champ capacitaire avec les pays alliés et les pays partenaires.
- Décision américaine de consacrer en 2017 un budget de 3,4 milliards de dollars pour la réassurance (3 brigades) avec nécessité pour tous les États membres de contribuer à ce financement (Ashton Carter, secrétaire à la Défense).
- Premier essai en Europe d'interception anti-missile par un SM-3 Block 1A depuis le destroyer *USS Ross* au large de l'Écosse (20 octobre 2015).

87

¹⁶ Par exemple, 300 parachutistes américains de la 173^e brigade aéroportée arrivés d'Italie et déployés dans l'ouest de l'Ukraine en 2015 pour entraîner 900 soldats de la Garde nationale ukrainienne sur le terrain d'Iavoriv, près de la frontière polonaise (*Fearless Guardian*). Le 24 juillet 2015, le département d'État américain annonça l'entraînement des forces armées ukrainiennes à partir de novembre 2015. De vastes manœuvres multinationales dirigées par les États-Unis et l'Ukraine eurent lieu en 2015 dans l'ouest de l'Ukraine. Exercices combinés à l'entraînement des garde-côtes géorgiens avec le destroyer américain *USS « Laboon »* (juin 2015) et exercices aéroterrestres américano-géorgiens (« *Noble Partner* ») de mai 2016 (avec chars *Abrams* et chars des Marines)

• Publicité autour de la venue du SNLE américain « Wyoming », porteur de 24 missiles *Trident 2D-5* à charges thermonucléaires variables, à la base sous-marine britannique en Écosse (septembre 2015).

Ces différentes mesures sont autant de messages de réassurance et une « contribution opportune et significative à la posture de dissuasion et de défense collective de l'Otan » (Jens Stoltenberg, 2 février 2016) sans qu'il ne soit question de retrouver en Europe l'ampleur de la présence en soldats et en équipements qui prévalait durant la guerre froide. La réalité étant celle d'une posture dix fois moins importante !

Si nous ne devons pas comparer ladite situation avec l'environnement de la guerre froide, le jeu des propagandes et de la désinformation furent légions¹⁷ et la posture de l'Otan et celle de la Russie évoluèrent par paliers dans des politiques de réassurance idéologique, politique et militaire assez dosées, par paliers « sous contrôle ». La mise en œuvre de la solidarité via l'article 5 du traité Otan et celle de l'UE ne pouvaient concerner le territoire ukrainien, tout comme l'intervention russe en Crimée et dans le Donbass ne pouvaient s'élargir davantage. Si la presque île de la mer Noire est occupée illégalement selon les principes du droit international, elle semble aujourd'hui passer par « pertes et profits ».

La crise russo-ukrainienne a obligé les États occidentaux à remettre à plat la politique de voisinage, les priorités stratégiques sur fond de difficultés budgétaires et les nouvelles nécessités de coopérations militaires régionales et autres partenariats approfondis (États baltes, région nordique). La question des élargissements est également posée, que cela concerne l'UE et l'Otan, entre « gel » et « stratégie plus prudente » visant la Géorgie et la Moldavie.

L'urgence actuelle repose à la fois – comme à l'époque du plan Harmel – sur une réassurance stratégique américano-otanienne et sur une volonté de relance du conseil Otan-Russie malgré l'existence de positions divergentes entre alliés à ce sujet, en nous rappelant les accents anciens de « la nouvelle Europe » (PECO inquiets et atlantistes) face « à la vieille Europe » (Europe de l'Ouest plus en nuance et plus prudente face à une politique de confinement). Les déclarations quelque peu bellicistes « La mer Noire ne sera jamais un lac de l'Otan » (Grushko) ou « la mer Baltique n'est pas un lac

¹⁷ Ainsi, les accusations russes sur la présence d'armes nucléaires... en Suède !

russe » (Stoltenberg) ne peuvent être l'unique réponse à cette crise complexe des responsabilités que certains observateurs estiment partagées.

Il s'agit de trouver un compromis qui ne soit ni l'adoption occidentale d'une stratégie d'isolement et de confrontation avec la Russie, avec tentative d'adhésion de Kiev à l'Alliance atlantique, ni l'affaiblissement de l'UE qui abandonnerait l'Ukraine à tous ces démons antidémocratiques. Le curseur doit encore être trouvé, là où souvent la guerre des mots et des communiqués biaise l'analyse et la recherche d'une paix durable pour tout le continent : la Russie est encore un pays européen et il se pourrait que la stratégie russe soit de s'ancrer aussi dans la sphère commerciale et économique européenne. Au final, la responsabilité est aux politiques et à la diplomatie pour faire de l'Ukraine « neutre », un pont et non un mur.

Résumé :

Les mesures de réassurance de l'Otan et la stratégie hybride russe sur fond de protection de son glacis ne peuvent être un calque de la guerre froide. Le contexte géopolitique et géo-économique n'est plus le même, ni même l'ampleur des gesticulations militaires. Il s'agit de trouver un compromis qui ne soit ni l'adoption occidentale d'une stratégie d'isolement et de confrontation avec la Russie ni l'acceptation sans sourciller à la stratégie russe vis-à-vis de l'étranger proche.

Le curseur doit encore être trouvé, là où souvent la guerre des mots et des communiqués biaise l'analyse et la recherche d'une paix durable pour tout le continent : la Russie est encore un pays européen et il se pourrait que la stratégie russe soit celle de s'ancrer aussi dans la sphère commerciale et économique européenne. Au final, la responsabilité est aux politiques et à la diplomatie pour faire de l'Ukraine « neutre » un pont et non un mur.

